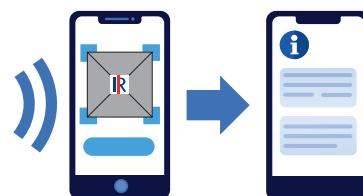
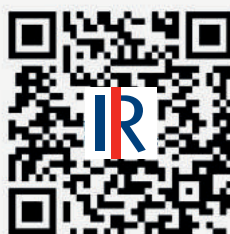




SOMMAIRE

- 2** Édito de Christian Jacob
- 4** Nous soutenons nos agriculteurs !
- 8** Convention nationale sur la souveraineté numérique
- 10** Convention nationale sur l'efficacité de l'action publique
- 12** Convention nationale sur l'école et les jeunes
- 14** Les Républicains s'engagent pour la culture
- 16** Le Comité des Maires, c'est reparti !
- 18** Nos questions à Éric Ciotti et à Agnès Evren
- 20** Le tour de l'actu LR

**Pour plus d'informations
scannez les QR codes
avec votre mobile ou tablette**





CHRISTIAN JACOB

Chères amies, chers amis,

La période qui s'ouvre à nous s'annonce cruciale pour l'avenir de notre pays. Aux conséquences de la crise sanitaire, s'ajoutent celles des défis économiques et de son corollaire social. Autant d'enjeux qu'il faudra relever dans les années à venir.

Dans ce cadre, beaucoup de Français ne peuvent se résigner au duel écrit d'avance par les médias entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Les Républicains ont un rôle majeur à jouer. Le travail de fond engagé depuis dix-huit mois doit nous porter vers une dynamique de victoire dans les mois à venir.

Après nos défaites depuis 2012, il nous fallait faire preuve d'humilité et repartir de nos fondamentaux :

- notre ancrage sur le terrain d'abord, faisant aujourd'hui des Républicains le premier parti

de France en nombre d'élus et de militants, avec un maillage territorial solide et des élus expérimentés qui se sont illustrés par leur efficacité lors de cette crise sanitaire. Notre large victoire aux Municipales (plus de 51% des villes alors que LREM n'en détient que 2%) témoigne de notre crédibilité et de notre ancrage durable

- réinvestir le terrain des idées ensuite afin de consolider un socle programmatique pour répondre aux enjeux pour notre pays. Après un travail collectif inédit de plus de 200 réunions au cours desquelles élus nationaux, territoriaux et experts de la société civile ont planché afin d'élaborer un corpus idéologique solide, la dizaine de conventions thématiques organisée au siège des Républicains a permis de faire émerger des propositions fortes sur tous les sujets structurants du débat public : autorité de l'état, travail et pouvoir d'achat, agriculture et alimentation, école et jeunesse, handicap, réchauffement climatique, souveraineté économique, numérique, action publique et territoires, valorisation des seniors, santé...

Ces deux axes constituent aujourd'hui la pierre angulaire de notre projet d'alternance.

Comme je m'y suis toujours engagé, à l'automne, les adhérents de notre mouvement seront amenés à se prononcer sur la présidentielle et celui ou celle qui portera nos couleurs. Les militants sont aujourd'hui le cœur battant de notre famille politique, ceux grâce auxquels nous avons tenu malgré les obstacles et les trahisons, ceux grâce auxquels tous les jours, nous portons nos idées fièrement et ceux grâce auxquels enfin, nous avons renoué avec les victoires électorales.

Pour ne pas reproduire les erreurs passées, les déchirements internes et le poison de la division, j'ai souhaité dès mon arrivée à la présidence du parti porter et promouvoir le travail collectif. Car je suis convaincu que les talents doivent s'additionner et ne pas se concurrencer et parce que je suis convaincu que notre projet répond aux enjeux de demain.

C'est aussi parce que je suis convaincu qu'un grand parti de gouvernement comme le nôtre incarne l'espoir d'une alternance à Emmanuel Macron que je mettrai toutes mes forces dans un objectif : gagner la présidentielle de 2022.



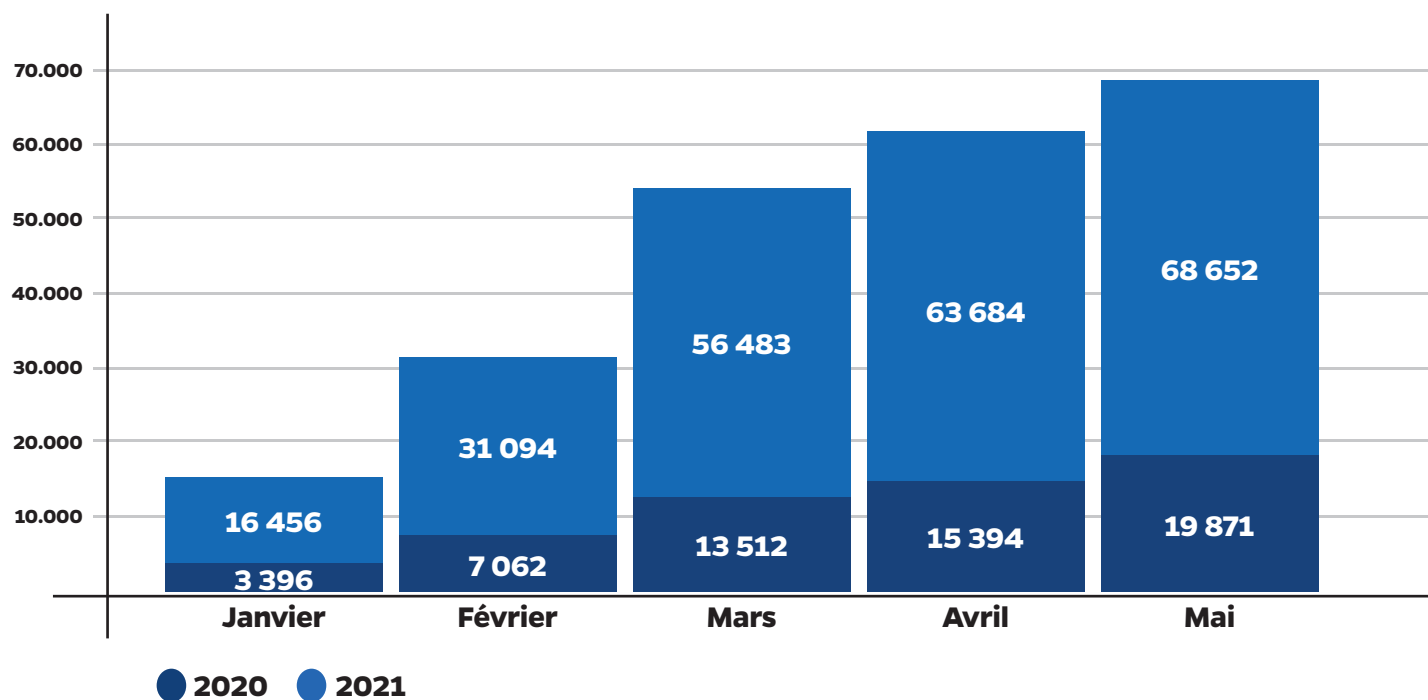
OLIVIER DASSAULT
1951-2021

Profondément attristé par la disparition de mon ami Olivier Dassault.

Homme aux multiples passions: industriel, homme politique, artiste, amoureux de la chasse et de la nature mais par dessus-tout passionné par la France, il portait et savait faire partager ses convictions avec talent.

Issu d'une grande famille qui a toujours eu le service de la France chevillé au corps, aimé de tous, il manquera terriblement à notre famille politique. Mes pensées émues et affectueuses accompagnent ses proches.

LE COMPARATIF DES ADHÉSIONS ENTRE 2020 ET 2021



Si le contexte sanitaire empêche Christian Jacob de se déplacer dans les fédérations LR pour vous rencontrer et échanger avec vous, si la crise de la Covid-19 nous prive également de réunions militantes et d'événements en présentiel, le Président de notre mouvement a tenu à participer à une centaine de visioconférences avec les fédérations afin de maintenir un dialogue permanent avec les élus et les militants !

+ de 100

RÉUNIONS AVEC LES FÉDÉRATIONS





Mardi 9 mars 2021

Les attentes de la société en matière d'alimentation n'ont jamais été aussi fortes qu'aujourd'hui. La crise sanitaire, révélant au grand jour les failles de notre économie, a mis à rude épreuve la chaîne alimentaire et montré la fragilité de notre pays face à une mondialisation ayant conduit à déléguer à des tiers la production de biens de première nécessité tels que les médicaments et la nourriture. Cette crise a mis en exergue les failles structurelles qui menacent notre indépendance alimentaire. La France est sur une pente dangereuse : notre balance commerciale agricole se dégrade. Alors que nous nourrissions tout le territoire européen, aujourd'hui ce sont nos voisins européens qui nous nourrissent : en 2018, sans les vins et spiritueux, notre balance agricole était déficitaire pour la première fois depuis cinquante ans et notre pays affiche le plus fort recul mondial en passant de la troisième à la sixième place d'exportateur mondial en à peine 15 ans.

Dans ce contexte, comment renforcer la compétitivité de nos entreprises agricoles et assurer notre sécurité alimentaire ?

Répondre à ces questions fut tout l'enjeu de notre sixième convention nationale consacrée à l'agriculture et à l'alimentation. **Valérie Bazin-Malgras, Julien Dive, Laurent Duplomb, Anne Sander** ont eu l'occasion de débattre de ces sujets essentiels avec **Christiane Lambert**, présidente de la FNSEA, **Michel-Édouard Leclerc**, président des hypermarchés Leclerc, **Philippe Mangin**, président du groupe InVivo. Pour l'occasion, **Guy Savoy**, chef étoilé est également venu faire l'éloge de nos agriculteurs et vanter notre belle gastronomie française.



Christian Jacob
Président des Républicains :

« Pour répondre à la demande alimentaire et à l'explosion démographique, nous avons fait le choix d'une agriculture qui produit davantage et mieux. Le plus n'est pas l'ennemi du mieux. »



Christiane Lambert
Présidente de la FNSEA :

« Avec la crise de la Covid-19, les Français ont redécouvert l'importance de l'agriculture et de l'alimentation (...). L'agriculture est une vraie chance en termes d'environnement, d'emploi, d'aménagement du territoire, d'équilibre nutritionnel... »



Michel-Édouard Leclerc
Président des hypermarchés Leclerc :

« La crise que nous vivons renforce le besoin d'une alimentation d'excellence et accessible au plus grand nombre. »



Guy Savoy
Chef étoilé :

« L'art de vivre à la Française est précieux, notre gastronomie a influencé le monde entier ! »



Laurent Duplomb
Sénateur de la Haute-Loire :

« Nous avons une certaine forme de naïveté au niveau des autorités, à croire que, parce que nous interdisons un produit chez nous, il n'est plus utilisé dans les autres pays. Mais surtout, qu'il ne revient pas à travers nos importations dans nos assiettes. »



Anne Sander
Députée européenne :

« La sécurité alimentaire est un défi qui a souvent été oublié. L'alimentation et l'agriculture doivent rester accessibles pour tous. »



Julien Dive
Député de l'Aisne, secrétaire général adjoint LR :

« Nous voulons sécuriser notre production agricole nationale. L'agriculture est une chance et une force pour la France. »



Philippe Mangin
Président du groupe InVivo :

« Le traitement politique de l'agriculture n'est pas à la hauteur. L'agriculture, c'est pourtant la santé, la nature, un enjeu géopolitique... »



Valérie Bazin-Malgras
Députée de l'Aube, vice-présidente LR :

« Les agriculteurs ne vivent pas suffisamment bien de leur travail, leur relation avec la grande distribution doit être rééquilibrée. »



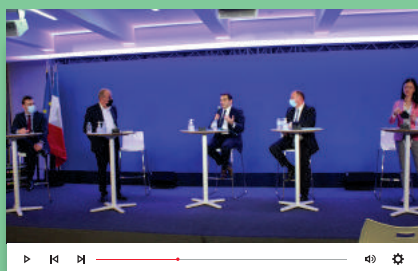
NOS PROPOSITIONS PRIORITAIRES (*)

- 1** Instaurer le principe « pas d'interdiction sans solution » pour ne pas laisser les agriculteurs dans des impasses techniques.
- 2** Interdire la surtransposition des normes européennes qui occasionne des charges supplémentaires pour les agriculteurs français et demander un moratoire sur ces normes.
- 3** Interdire l'importation en Europe des produits qui ne respectent pas les normes de production européenne et exclure les produits agricoles sensibles de la négociation d'un accord bilatéral.
- 4** Développer la recherche et l'innovation en agriculture, de manière à répondre à la demande alimentaire et produire plus et mieux, en respectant l'environnement.
- 5** S'opposer à toute baisse du budget de la PAC et à toute tendance de renationalisation.
- 6** Augmenter significativement la part de produits français dans la restauration collective en modifiant le code des marchés publics.
- 7** Inciter la transmission des exploitations à des jeunes agriculteurs par la mise en place d'une fiscalité avantageuse.
- 8** Valoriser le métier d'agriculteur et les filières de formation agricole et améliorer la communication autour de ces filières.
- 9** Améliorer la gestion et le stockage de l'eau pour lutter contre les sécheresses et les inondations et mettre en place un système assurantiel efficace contre les risques économiques, sanitaires et climatiques qui pèsent sur les exploitations.
- 10** L'achat de produits agricoles doit respecter le prix couvrant le coût de production sur toute la chaîne d'approvisionnement sous peine de sanctions.
- 11** Imposer un étiquetage de l'origine clair et harmonisé au niveau européen sur tous les produits alimentaires et réserver la mention « origine France » aux seuls produits dont la matière première brute a été produite en France et dont l'ensemble des transformations substantielles ont été réalisées sur le territoire français.

Retrouvez l'ensemble
de nos propositions



Convention nationale consacrée à l'alimentation et l'agriculture



(*) Pour rappel, nos propositions vous sont envoyées par mail en amont de chaque convention afin que vous puissiez en prendre connaissance et nous donner votre avis.

DÉPLACEMENT À POLISY DANS L'AUBE !

Vendredi 12 février 2021

Christian Jacob, président des Républicains, Valérie Bazin-Malgras, députée de l'Aube, Julien Dive, député de l'Aisne, Gérard Menuel, député de l'Aube, Laurent Duplomb, sénateur de la Haute-Loire et Anne Sander, députée européenne, se sont rendus à la grange au bois, à Polisy (10110) afin de visiter une exploitation engagée depuis des années dans l'agriculture de conservation des sols.

La visite de la ferme s'est poursuivie par un échange entre les élus et les agriculteurs, à Buxeuil, sur les politiques publiques à mettre en place pour inciter, valoriser et étendre ces pratiques sur le territoire national.



CONVENTION SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE



Mardi 16 février 2021

Aux Républicains, nous sommes attachés au principe de souveraineté. La souveraineté n'est pas seulement nucléaire, alimentaire, culturelle... Elle doit également être numérique ! Alors que la crise sanitaire a renforcé notre utilisation des outils numériques, la France et l'Europe doivent bâtir une réelle stratégie pour faire face aux géants américains et chinois. Notre dépendance actuelle constitue un enjeu géostratégique. Pour ne pas laisser passer le train, nous devons rattraper notre retard et mener des politiques ambitieuses dans ce domaine. Le numérique n'est pas qu'un risque, il peut être une chance pour l'Europe !

Ainsi, la première convention de l'année 2021 a porté sur la souveraineté numérique. A cette occasion, **Thierry Breton**, commissaire européen, et **Christian Poyau**, PDG de Micropole, sont venus partager leurs constats et réflexions autour de cet enjeu majeur. Ils ont ensuite longuement échangé avec nos élus **Virginie Duby-Muller**, **Sophie Gaugain**, **Daniel Fasquelle** et **Stéphane Piednoir**, lesquels se sont aussi faits les porte-paroles de vos nombreuses questions.



Christian Jacob, président des Républicains :
« Le stockage de nos données numériques est bien souvent confié à des entreprises situées dans des puissances étrangères. Il y a un intérêt évident à ce que l'Union européenne puisse s'affirmer dans le domaine de la souveraineté numérique. »



Sophie Gaugain, 1ère vice-présidente de la région Normandie, secrétaire générale adjointe LR :
« Nous voulons faire du numérique une ambition transversale sur l'ensemble des politiques publiques portées à l'échelle européenne et au niveau national. »



Thierry Breton, commissaire européen :
« Les données, personnelles et industrielles, sont la richesse de demain. L'Europe ne doit pas regarder le train passer, elle doit être autonome et souveraine. »



Daniel Fasquelle, maire du Touquet-Paris-Plage, trésorier national LR :
« Il faut conquérir notre souveraineté numérique. Jusqu'à présent, tout ce que nous avons mis en place a échoué. »



Stéphane Piednoir, sénateur de Maine-et-Loire :
« L'échelon européen est véritablement le bon échelon pour tenter de rivaliser face à la Chine et aux États-Unis. Nous n'y arriverons pas si nous ne changeons pas nos principes concurrentiels au niveau européen. »



Virginie Duby-Muller, députée de Haute-Savoie, vice-présidente LR :
« La cybersécurité est un enjeu majeur et d'actualité. La crise de la Covid-19 a révélé nos faiblesses en matière de souveraineté numérique. »



Christian Poyau, PDG de Micropole :
« Le numérique n'est pas une menace mais est, au contraire, une opportunité extraordinaire pour toutes les entreprises françaises. »

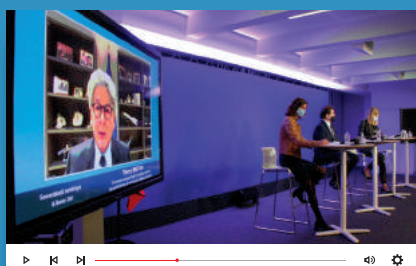
NOS PROPOSITIONS PRIORITAIRES

- 1** Instaurer un « buy european act » et réviser le droit de la concurrence européenne pour constituer des champions numériques européens et lutter contre la dépendance technologique vis-à-vis des Etats-Unis et de la Chine.
- 2** Lutter contre la haine en ligne et renforcer la responsabilité des plateformes en soutenant les règlements européens Digital services Act (DSA) et Digital Market Act (DMA).
- 3** Donner la priorité aux nouvelles infrastructures européennes sur notre territoire pour le déploiement de la 5G.
- 4** Mettre en place une taxation des grandes entreprises du numérique (« taxe GAFA ») au niveau européen plutôt qu'au niveau français.
- 5** Systématiser l'utilisation du numérique dans la lutte contre le gaspillage de l'argent public et la fraude fiscale.
- 6** Créer un crédit d'impôt à la formation et à l'équipement numérique pour les artisans, les commerçants et leurs salariés, pour réduire de 50 % et à hauteur de 5 000 € leur coût d'équipement en appareils numériques pour commercialiser leur production sur le e-commerce.
- 7** Créer un « super IR-PME » pour rediriger l'épargne des Français vers le financement de nos entreprises numériques innovantes, avec une réduction d'impôt massive de 50% du montant investi dans une start-up innovante (dans la limite de 100 000 euros d'investissement par an).
- 8** Garantir à chaque Français une connexion internet de qualité, au plus tard en 2023, et lutter contre l'illectronisme partout en France en développant massivement les espaces de formation numérique dans les territoires.
- 9** Doubler le budget de la cybersécurité en France, pour arriver à 250 millions d'euros par an investis dans l'accélération de nos capacités nationales de cyberdéfense, afin de développer une filière industrielle française de cybersécurité fondée sur des partenariats entre la recherche privée et la recherche militaire, et de créer un vrai parcours de formation pour nos cyber combattants.
- 10** Se protéger contre les effets néfastes du numérique, en menant une campagne nationale de sensibilisation « zéro écran avant trois ans », en faisant figurer un message sanitaire sur les emballages des jouets numériques disposant d'un écran et en interdisant les écrans pour les jeunes enfants dans les crèches et les tablettes numériques dans les écoles maternelles.

Retrouvez l'ensemble
de nos propositions



Convention nationale consacrée à la souveraineté numérique



CONVENTION EFFICACITÉ DE L'ACTION PUBLIQUE



Jean-François Copé, maire de Meaux : « Nous proposons un nouveau modèle d'État qui repose sur deux piliers : l'ordre et le progrès. »



Eric Woerth, président de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale, député de l'Oise : « Chassons les vieux réflexes bureaucratiques, la sur-normalisation et la politique de parapluie. Le parapluie c'est l'immobilisme, alors que la France a besoin d'action. Il faut lutter contre la peur de décider. »

Mardi 30 mars 2021

La crise que nous traversons est plus qu'une crise sanitaire doublée d'une crise économique ; elle est une crise globale qui interroge les États dans leur mission fondamentale de protection. Aux finances publiques exsangues, encore dégradées par la crise sanitaire, s'ajoute un déficit d'autorité et de légitimité de l'État. Paradoxalement, plus la sphère publique s'est étendue, moins les Français ont eu le sentiment d'être protégés. La France est à la fois sur-administrée, sous-gouvernée et l'État est trop lourd là où il devrait être souple et trop faible là où il devrait être fort.

Notre objectif est à la fois simple et ambitieux : rendre l'action publique efficace pour que la France redevienne prospère, réarmer l'État pour fixer les grands axes stratégiques des politiques publiques et faire confiance aux collectivités territoriales et aux services déconcentrés de l'État pour les mettre en œuvre avec agilité et sens de l'adaptation aux réalités territoriales, réguler mieux pour libérer plus : c'est le principe clair qui guide notre action.

Gérard Larcher, François Baroin, Éric Woerth, Jean-François Copé, Olivier Marleix, Gilles Platret, Nicolas Forissier et François Cornut-Gentille, ont livré leurs analyses sur comment rendre les dépenses publiques efficaces et s'assurer que les Français sachent comment leur argent est dépensé, comment moderniser la fonction publique en introduisant de la souplesse entre privé et public, sauvegarder notre modèle social en le rendant plus performant et plus juste et comment garantir une action publique de proximité et l'égalité des territoires.



Christian Jacob, président des Républicains : « Avant même la crise de la Covid-19, la dépense publique a augmenté plus vite sous Emmanuel Macron que sous François Hollande. »



François Baroin, président de l'Association des Maires de France, maire de Troyes : « Poser la question de l'efficacité de l'action publique, c'est mettre à distance tous les dogmes et toutes les idéologies. (...) L'État ne peut pas continuer à fonctionner ainsi. Aujourd'hui, il ne corrige pas les handicaps, il les amplifie. »



Gilles Platret, maire de Chalon-sur-Saône, vice-président des Républicains : « Les maires ont, plus que jamais, un rôle important dans le quotidien de nos concitoyens. Leurs pouvoirs doivent être renforcés ! »



Gérard Larcher, président du Sénat : « Nous ne redresserons pas notre pays sans le levier des territoires. La crise a démontré la nécessité de proximité. » « Si les mesures du plan de relance ne sont pas territorialisées, elles ne seront pas efficaces. »



Olivier Marleix, député d'Eure-et-Loir, vice-président des Républicains : « Nous devons préserver la sécurité sociale mais être plus efficace dans la lutte contre les abus. »



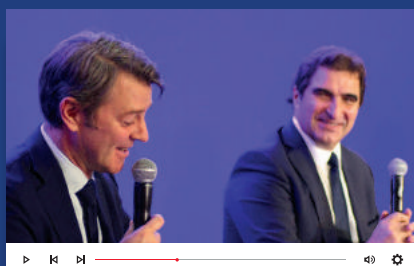
Nicolas Forissier, député de l'Indre : « Nous devons accepter un réel mouvement de déconcentration et de décentralisation. Il faut faire confiance aux acteurs locaux. »

NOS PROPOSITIONS PRIORITAIRES

- 1** Fixer clairement les missions stratégiques de l'État et mettre en place une obligation de suivi des audits internes et externes et une véritable revue des dépenses.
- 2** Créer une part participative de 5% de l'impôt sur le revenu que les contribuables pourront affecter à la politique publique de leur choix.
- 3** Distinguer clairement les dépenses de fonctionnement qu'il faudra réduire des dépenses d'investissement d'avenir qu'il faudra augmenter (infrastructures, 5G, transports, recherche...).
- 4** Adopter une stratégie de redressement des finances publiques afin de rétablir la soutenabilité de la dette.
- 5** Créer un nouveau contrat public pour les nouveaux entrants dans la fonction publique (hors emplois de souveraineté : magistrats, forces de l'ordre, diplomates...) et les fonctionnaires volontaires afin de remplacer progressivement « l'emploi à vie » et proposer des missions de service public aux jeunes et aux retraités.
- 6** S'imposer une règle : ne pas faire reposer sur les générations futures le coût de nos dépenses sociales actuelles (objectif atteignable par une triple réforme des retraites, de l'assurance-chômage et du système de santé).
- 7** Supprimer les incitations à l'immigration : s'aligner sur nos voisins européens en remplaçant l'AME par une aide médicale d'urgence et conditionner l'accès des étrangers aux aides sociales à cinq années de cotisations.
- 8** Faire confiance aux collectivités territoriales : les collectivités territoriales doivent librement se répartir les compétences au sein du bloc communal, avoir une véritable autonomie dans la mise en œuvre des politiques publiques et une plus grande autonomie fiscale.
- 9** Redonner un rôle central aux préfets, en réaffirmant leur fonction de représentants uniques de l'État dans les territoires, et aux maires en les autorisant à nouveau ainsi que les présidents des collectivités territoriales à exercer un mandat parlementaire.
- 10** Garantir l'équité d'accès aux services publics dans toutes les communes (éducation, transports, santé, numérique...).
- 11** Conditionner le versement des crédits de la politique de la ville à un véritable renouvellement urbain (consistant à démolir les tours des quartiers les plus vétustes et les plus criminogènes), à l'équipement public (crèches, équipements sportifs, CLSH...) et à une véritable politique de sécurité (consistant à armer les policiers municipaux et à installer des caméras de vidéoprotection dans les villes de plus de 10 000 habitants).

**Retrouvez l'ensemble
de nos propositions**

Convention nationale sur l'efficacité de l'action publique



Faites un don ou adhérez facilement en ligne sur : republicains.fr



Mercredi 14 avril 2021

Aujourd'hui, la France dépense plus pour l'enseignement supérieur que l'Allemagne mais elle compte trois fois plus de jeunes au chômage ! Cette réalité est en partie expliquée par le manque d'orientation des jeunes et par une inadéquation entre les formations proposées et les besoins des acteurs économiques. Aussi, la précarité des jeunes est préoccupante : plus de 20 % des étudiants vivent en dessous du seuil de pauvreté et 35 % des jeunes qui travaillent sont en situation précaire. C'est dans ce contexte que notre mouvement a décidé de tenir une convention sur l'école et la jeunesse. Notre objectif est que notre pays ne soit plus le mauvais élève dans les classements internationaux et qu'il redevienne le pays de la méritocratie et de l'excellence !

Pendant plus de trois heures, les parlementaires de notre famille politique, **Annie Genevard, Patrick Hetzel, Stéphane Viry, Max Brisson, Frédéric Reiss, Ronan Le Gleut et Alexandra Borchio-Fontimp**, ainsi que des spécialistes de l'école et de la jeunesse que sont **Carole Barjon**, grand reporter, **Jean-Pierre Obin**, ancien inspecteur général de l'Éducation nationale et **Jean-Robert Pitte**, professeur à l'université Paris-Sorbonne ont échangé et débattu avec l'ambition de répondre à ces deux questions majeures : comment rebâtir l'école républicaine et mieux préparer les jeunes au monde du travail ?



Christian Jacob, président des Républicains :
« En 6^{ème}, environ 20% des jeunes ne maîtrisent pas les fondamentaux que sont le français et les mathématiques. D'études Pisa en études Pisa, la France régresse ! »



Max Brisson, sénateur des Pyrénées-Atlantiques : « Il est nécessaire de reconnecter le monde du travail et l'Éducation nationale. »



Annie Genevard, présidente du Conseil national, députée du Doubs :
« Nous sommes loin de l'école de la confiance dont se prévaut Jean-Michel Blanquer. Les Français n'ont plus confiance en leur école ! »



Stéphane Viry, député des Vosges :
« Notre objectif est de trouver des solutions pour que les jeunes trouvent leur place légitime dans la société. »



Carole Barjon, grand reporter : « Si on veut vraiment rebâtir l'école républicaine, il faut se concentrer sur l'apprentissage des fondamentaux et y faire porter tous les efforts. »



Patrick Hetzel, député du Bas-Rhin :
« Sur l'enseignement des fondamentaux, Jean-Michel Blanquer est en échec. »



Frédéric Reiss, député du Bas-Rhin :
« Nous défendons l'autorité à l'école : l'autorité des professeurs doit être rétablie. »



Alexandra Borchio-Fontimp, sénatrice des Alpes-Maritimes, secrétaire générale adjointe LR : « L'apprentissage est trop souvent considéré comme une voie de garage ! »



Ronan Le Gleut, sénateur représentant les Français établis hors de France, secrétaire général adjoint LR : « La voie royale pour accéder à l'emploi est l'apprentissage, nous devons redorer son image ! »



Jean-Robert Pitte, professeur à l'université Paris-Sorbonne : « Pour trouver un métier, les jeunes doivent prendre en compte leurs capacités, leurs goûts mais aussi la réalité du marché de l'emploi. »



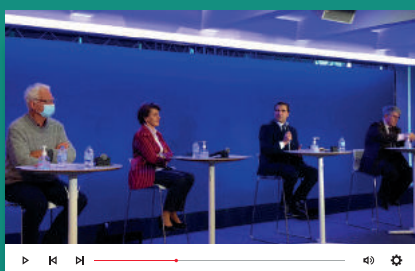
Jean-Pierre Obin, ancien inspecteur général de l'Éducation nationale : « 80% des lycéens se déclarant musulmans considèrent les lois laïques comme des lois islamophobes. »

NOS PROPOSITIONS PRIORITAIRES

- 1** Enseigner les fondamentaux avec les méthodes certifiées par le ministre de l'Education nationale.
- 2** Concevoir les programmes d'Histoire avec pour finalité la narration d'un récit national et la transmission d'un héritage commun.
- 3** Renforcer la sécurité dans les écoles en permettant l'intervention des membres de la réserve civile de la police nationale aux abords et au sein des établissements sur demande du proviseur.
- 4** Mettre fin sans délai aux fonctions d'une personne qui, travaillant dans un établissement scolaire, serait en voie de radicalisation ou adhérerait manifestement à des thèses antirépublicaines.
- 5** Interdire le voile des accompagnants scolaires.
- 6** Associer systématiquement les élus territoriaux à l'élaboration de la carte scolaire et à la gestion des établissements, y compris en cas de fermeture de classe et inciter les élus locaux à expérimenter des politiques publiques de plus grande mixité sociale.
- 7** Proposer des contrats de mission à durée déterminée aux enseignants pour qu'ils s'engagent dans une zone géographique prioritaire ou rurale ou encore en vue d'une tâche spécifique en contrepartie d'une meilleure rémunération.
- 8** Mieux connecter les établissements scolaires (collège et lycée) et le monde professionnel en multipliant les échanges entre les élèves et les acteurs économiques du territoire, en développant la pratique d'immersion des enseignants au sein des entreprises et en renforçant la présence des représentants des secteurs professionnels du territoire dans les lycées.
- 9** Mettre fin au collège unique et permettre l'apprentissage dès 14 ans comme en Allemagne.
- 10** Instaurer un dispositif « zéro charge patronale » pour tout recrutement d'un apprenti.
- 11** Mettre en place 300 000 Jobs pour la Nation qui se substitueront provisoirement aux emplois détruits par la crise.
- 12** Créer un dispositif d'accès au premier emploi pour les jeunes grâce à la prise en charge par l'État des six premiers mois de salaire.

Retrouvez l'ensemble de nos propositions

Convention nationale sur l'école et les jeunes



Faites un don ou adhérez facilement en ligne sur : republicains.fr



Mercredi 17 mars 2021

Vous le savez, la défense de la culture irrigue l'histoire de notre famille politique et nous avons à cœur de rebâtir une véritable politique culturelle pour la France.

Ce secteur n'a cessé de subir des coups de rabot et est particulièrement affecté par la gestion erratique et contradictoire du gouvernement dans la crise sanitaire actuelle.

Partant du constat que les collectivités locales jouent le rôle principal de la politique culturelle française avec 73% des dépenses culturelles contre 27% pour l'Etat, nous avons souhaité convier au Siège des Républicains les élus territoriaux(*) de la droite et du centre en charge de la culture afin d'écouter leurs témoignages et de s'en inspirer pour construire une politique ambitieuse et réaliste.

Les élus, venus de toute la France, se sont répartis en trois ateliers - la culture comme vecteur de cohésion sociale et nationale ; la culture comme facteur de développement économique ; les initiatives de création et de promotion culturelles – au cours desquels ils ont partagé leur riche et passionnante expérience locale avant de se retrouver réunis en séance plénière pour un compte-rendu desdits ateliers retransmis en direct sur les réseaux sociaux.

Les pistes de réflexion abordées avec les élus locaux lors de cette conférence aboutiront à des propositions concrètes que nous ne manquerons pas de vous présenter prochainement.

Nous pensons que c'est au plus près des citoyens que doivent se développer les initiatives. Notre famille politique est celle des territoires, de l'expérience et de la proximité.



Christian Jacob, président des Républicains :

« La politique culturelle en France, ce sont d'abord les collectivités territoriales. »
« La culture est la grande oubliée de cette crise sanitaire. Aux Républicains, nous voulons travailler sur ce sujet en partant du terrain, des territoires. »



Agnès Evren, députée européenne et vice-présidente des Républicains :

« Parfois, les transports sont un frein à la culture. La culture doit irriguer le territoire et être là où on ne l'attend pas. »
« Emmanuel Macron considère que la culture française n'existe pas. Nous, aux Républicains, nous défendons nos traditions, nos territoires, nos créations... »



Annie Genevard, présidente du Conseil national, députée du Doubs :

« Il n'y a pas d'action culturelle sans volonté politique. Le budget est la manifestation de cette volonté politique. »
« La culture a été abandonnée par ce gouvernement avant même la crise sanitaire. La droite, elle, n'a jamais oublié les questions culturelles. »



Gilles Platret, maire de Chalon-sur-Saône, vice-président des Républicains :

« Nous sommes, nous élus locaux, les premiers acteurs de la culture en France. Nous avons besoin des politiques culturelles et de leur développement pour assurer l'équilibre de nos territoires. »

(*) Dans le respect des mesures gouvernementales en vigueur



Princesse Granvorka, adjointe au maire en charge de la culture à Aubervilliers :
« Il est nécessaire, pour les villes, d'avoir des programmations culturelles attractives et de qualité. »



Marie-Laurence Maitre, adjointe au maire en charge de la culture à Saint-Quentin :
« Les résidences d'artistes sont essentielles au développement culturel. Elles permettent de casser cette notion élitiste rattachée à la culture. »



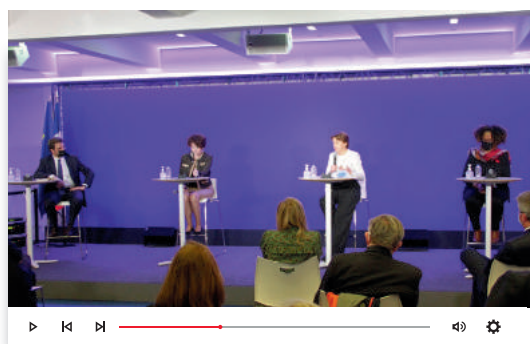
Jean-Philippe Lefevre, vice-président de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture :
« Les élus de notre famille politique doivent s'engager dans des plans d'éducation artistique et culturelle en milieu scolaire. »



Isabelle Vincent, adjointe au maire en charge de la culture à Chartres : « La culture est un service à la population sur tous les territoires. »



Revoir les meilleurs moments !



LE COMITÉ DES MAIRES, C'EST REPARTI !

Christian Jacob l'avait promis lors de son élection à la présidence des Républicains, relancer le Comité des Maires était essentiel à la vie de notre Mouvement. La crise de la Covid-19 l'a plus que jamais démontré, les maires ont été en première ligne pour pallier les défaillances de l'Etat. Interview et explications de Gil Avérous, président du Comité des Maires et maire de Châteauroux.



Sous l'impulsion de Christian Jacob, le Comité des Maires que vous présidez a été relancé en janvier dernier. Pourquoi était-ce important de le faire ?

Christian Jacob a souhaité relancer le Comité des Maires mais surtout lui donner plus de force. Cela montre combien Les Républicains, premier mouvement de France en nombre d'élus locaux, est enraciné dans les territoires et en a pleine conscience. La fin du cumul des mandats oblige à associer plus encore les maires. C'est ce qu'a bien compris le président des Républicains.

Quelle est l'ambition de ce Comité ?

Le Comité des Maires, représenté dans chaque département par un référent, a pour ambition de créer un véritable réseau à travers la France afin d'échanger sur nos bonnes pratiques et nous aider les uns et les autres. Il a également vocation à faire remonter les sujets du terrain et à alerter nos parlementaires sur ce qui va et ce qui ne va pas pour qu'ils puissent porter leur voix au Parlement.

Évidemment, aujourd'hui, la vaccination occupe une bonne place dans nos discussions, mais nous échangeons aussi beaucoup sur les sujets d'actualité, comme le projet du gouvernement d'augmenter la part minimum de logements sociaux dans les villes, ou encore sur des sujets du quotidien qui sont essentiels, comme la police municipale par exemple.

En tant que maire, comment vivez-vous la crise sanitaire que traverse la France ?

Comme maire, nous devons tenir les manettes et trancher. Parfois, cela veut dire faire un pas de côté par rapport aux interdictions imposées par le Gouvernement afin de faire preuve de bon sens.

Par exemple, concernant la vaccination, les maires qui avait déjà beaucoup vacciné leur population âgée de 70 ans et plus et qui peinaient à trouver des volontaires dans cette tranche d'âge, n'ont pas eu le droit de prendre de l'avance ou de vacciner des publics que nous considérons comme prioritaires, comme par exemple celles et ceux qui travaillent auprès des enfants. Bien que tout soit compliqué, je crois que les Maires font du très bon travail dans la gestion locale de cette crise, et les Français s'en rendent compte.

LE MOT DES VICE-PRÉSIDENTS



Valérie Lacroute, vice-présidente du Comité des Maires, maire de Nemours.

« Ce comité des maires est une formidable instance de concertation et d'échanges pour les maires de notre famille politique. Lui donner une nouvelle impulsion à l'heure où les maires sont en première ligne sur de nombreux sujets, est essentiel. Merci à notre Président Christian Jacob d'avoir renouvelé cette instance et à Gil Avérous de la présider. »



Arnaud Robinet, vice-président du Comité des Maires, maire de Reims.

« Je vois dans le Comité des Maires, une double utilité : celle de représenter la diversité des territoires et de nos communes, véritable ciment de la France. La commune est l'échelon de base de notre démocratie et le lieu où s'incarne l'action politique au sens le plus noble. Avec un véritable maillage de proximité, il était important de faire entendre la voix des élus au contact quotidien des Français et de leurs attentes, d'autant plus avec la fin du cumul des mandats. »



Maider Arosteguy, vice-présidente du Comité des Maires, maire de Biarritz.

« Qui mieux qu'un maire connaît le quotidien de nos concitoyens. Être maire est sûrement le plus beau mandat de la République. Il est le mandat de proximité. Le Comité des Maires est pour nous un moyen d'échanger et de partager nos bonnes pratiques. Il est aussi le socle d'un maillage d'élus locaux, enracinés dans nos territoires, pour élaborer l'alternative politique de demain dont la France a besoin. »

LES MAIRES LR SUR LE TERRAIN !

Ouverture de centres de vaccination, campagne de dépistage, aide à domicile, confection de masques pour les enfants, renforcement du protocole sanitaire dans les établissements pour les personnes âgées, mise en place de « Market place » territorial pour les achats en ligne, appels téléphoniques réguliers aux personnes vulnérables, portage de repas à domicile, campagne d'affichage pour mettre en valeur les commerçants locaux, garde des enfants du personnel soignant, des enfants des policiers et des pompiers, aide financière aux commerçants, plateforme d'entraide... depuis le début de la crise sanitaire en mars 2020, les maires n'ont pas attendu le Gouvernement pour mettre en place nombre de mesures visant à protéger, soutenir et accompagner leurs administrés !



Gérard Gazay, maire d'Aubagne, référent du Comité pour les Bouches-du-Rhône.



Pascale Bories, maire de Villeneuve-lès-Avignon, référente du Comité pour le Gard.



Agnès Pottier-Dumas, maire de Levallois-Perret, référente du Comité pour les Hauts-de-Seine.



Bernard Carayon, maire de Lavar, référent du Comité pour le Tarn.



Jean-Louis Masson, maire de la Garde, référent du Comité pour le Var.



Thierry Hory, maire de Marly, référent du Comité pour la Moselle.

Le trombinoscope !



4 QUESTIONS À Eric CIOTTI

Député des Alpes-Maritimes, président de la Commission Nationale d'Investiture et de la fédération LR des Alpes-Maritimes.



« Il faut aujourd'hui une politique pénale totalement différente et des réponses particulièrement fermes. »

1 L'insécurité a-t-elle réellement augmenté en France ou est-ce un « sentiment » comme le soutient le ministre de la Justice, Eric Dupond-Moretti ?

Parler d'un sentiment d'insécurité est d'une naïveté incroyable. La réalité des chiffres est implacable, d'après le ministère de l'Intérieur on enregistre en 2020 une hausse de 4% des homicides, de 8% des coups et blessures, de 14% des violences intrafamiliales ou encore de 12% des violences sexuelles et 11% des escroqueries. Ces chiffres sont saisissants. Les Français sont témoins chaque jour de la banalisation de la violence qui imprègne, hélas, aujourd'hui la société française dans tous ses tissus. Nous sommes entrés dans l'ère d'une France Orange Mécanique.

2 Les auteurs d'actes de violence sont de plus en plus jeunes et semblent agir en toute impunité... Comment expliquez-vous ce phénomène ?

En 2020, 357 affrontements entre bandes de mineurs ont été recensés, contre 288 l'année précédente, et la tendance était déjà à la hausse les années précédentes. Il faut aujourd'hui une politique pénale totalement différente et des réponses particulièrement fermes. Certains adolescents, parfois très jeunes, sombrent dans l'ultra-violence et des phénomènes de bandes. Leur minorité empêche trop souvent d'appliquer des sanctions suffisamment dissuasives. Cela crée un sentiment d'impunité qui pousse à la surenchère. Sans peine immédiate et sans rééducation ferme rien ne changera. En 2011 j'ai fait voter une loi permettant l'encadrement de type militaire pour les mineurs délinquants, les socialistes ont refusé de l'appliquer et Monsieur Macron ne l'a pas relancée.

3 Peut-on lier insécurité et immigration ?

Évidemment et principalement... Sous le quinquennat d'Emmanuel Macron, plus de 2 millions d'étrangers légaux sont entrés en France : une immigration trop nombreuse devenue impossible à intégrer et encore plus à assimiler. L'immigration est une des causes majeures de la délinquance. Aujourd'hui, il y a dans les prisons 23% d'étrangers alors qu'ils ne représentent que 10% de la population française. Il y a clairement une surreprésentation d'étrangers dans nos prisons et donc parmi les délinquants.

4 Que peut-on faire pour remédier à cette explosion de la violence ?

Expulser systématiquement tout étranger en situation illégale et tous les étrangers condamnés pour un crime, un délit grave ou en situation de récidive. Si cela est impossible, il faut le courage de rompre avec les textes internationaux qui entravent notre souveraineté en la matière. Il faut sortir de l'immigration de masse qui s'accompagne aujourd'hui trop souvent de son cortège de ghettos, de délinquance et de communautarisme matrice du terrorisme. Il apparaît également indispensable de sanctionner les pays qui refusent le retour de leurs ressortissants condamnés ou en situation illégale.

Plus globalement le travail titanesque à mener pour redresser notre Nation est celui de la restauration de l'autorité. Une peine plancher doit être appliquée contre tout individu qui attaque un membre des forces de l'ordre. C'est à la fois le policier mais aussi l'autorité de l'Etat qu'il incarne qui doivent être sanctuarisés.

Cette restauration passe notamment par l'augmentation massive du budget régalien de l'État. Défense, intérieur et justice ne représentent qu'une goutte d'eau par rapport aux dépenses sociales de l'État. Laisser se paupériser les symboles de la République revient à fragiliser la République elle-même. L'État doit enfin renouer avec sa première raison d'être : protéger les Français.

Pour ce faire, il faut enfin construire de toute urgence des places de prison. La France connaît une surpopulation carcérale record qui empêche trop souvent l'exécution des peines et condamne toute réinsertion. Nicolas Sarkozy m'avait demandé de rédiger un rapport sur l'exécution des peines en 2010. A l'époque, nous disposions de 56 000 places de prison en France. Et je proposais que nous en ayons 80 000 à l'horizon 2017. Le pouvoir en place compte en construire 15.000 en à peine 10 ans.

4

QUESTIONS À Agnès EVREN

Députée européenne, vice-présidente des Républicains et
présidente de la fédération LR de Paris.



« L'Europe ne doit pas servir de bouc-émissaire d'une stratégie vaccinale nationale calamiteuse. »

1 Le régalien est clairement l'angle mort de la politique d'Emmanuel Macron avec une déliquescence manifeste de l'autorité de l'Etat. Vous confirmez ?

Emmanuel Macron a mis la gauche à terre et rêve d'être le fossoyeur de la droite. Je ne crois pas une seconde qu'il réussira. Les élections municipales ont d'ailleurs montré que la droite restait la première force politique de France, pour une raison simple : nos électeurs, comme tous les Français, veulent de la clarté, des convictions solidement articulées et un cap pour notre pays. Or, Emmanuel Macron est dans le flou complet, piégé par le « en même temps » qui conduit à l'immobilisme. Les Français nous demandent de mettre l'accent sur trois sujets : l'ordre républicain ; l'attention portée aux territoires pour donner à chaque Français, où qu'il habite, l'espoir de vivre mieux demain ; et la réconciliation entre la croissance économique et la transition écologique. Ce sont précisément les trois domaines dans lesquels Emmanuel Macron a échoué et sur lesquels la gauche n'a aucune réponse solide.

Quant à la nouvelle opération de communication d'Emmanuel Macron sur la sécurité, elle a l'élection présidentielle en ligne de mire. Or, les électeurs ont compris que l'autorité ne se décrète pas. L'objectif est de masquer un bilan désastreux, mais quatre ans d'immobilisme et de laxisme ne peuvent se rattraper in extremis.

2 Comment jugez-vous la stratégie vaccinale du Gouvernement ?

La France a été la lanterne rouge de la crise sanitaire et de la stratégie vaccinale. Le gouvernement gère la pénurie et pêche par défaut d'anticipation. La campagne vaccinale, lente au démarrage et chaotique, s'est enloupée dans un brouillard logistique que le déploiement tardif des vaccinodromes est venu enrayeur.

Par exemple, au 1er avril, à peine 6% de la population du 15ème arrondissement de Paris avait été vaccinée, soit 15 000 de ses 240 000 habitants. Il y a un profond décalage entre la réalité de terrain, ce que vivent nos concitoyens, les moyens qui sont mis à disposition des maires, et le discours officiel.

3 Un mot sur les récents propos d'Emmanuel Macron à l'égard de l'Union européenne qu'il juge seule responsable de l'échec de la vaccination ?

L'Europe ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt des insuffisances nationales. Les doses de vaccins ont été négociées et réparties proportionnellement à la population de chacun des 27 Etats membres, or cela n'a pas empêché la France d'être en queue de peloton du nombre d'injections effectuées pendant de longs mois ! L'Europe ne doit donc pas servir de bouc-émissaire d'une stratégie vaccinale nationale calamiteuse. C'est bien le gouvernement français qui a laissé dormir dans les réfrigérateurs des millions de doses de vaccins.

4 Cette crise n'a-t-elle pas révélé au grand jour l'amateurisme d'un Président et d'un gouvernement hors-sol ?

Toute la stratégie de communication d'Emmanuel Macron tourne autour du Président demiurge, omniscient, qui a un avis sur tout, se défie des experts et n'a confiance qu'en son propre jugement.

La situation est éminemment difficile, mais un peu de hauteur de vue et d'humilité seraient les bienvenues. Face à une crise d'une gravité et d'une ampleur inédite, qui s'inscrit dans la durée, on ne peut pas avoir raison tout seul. Il est indispensable qu'Emmanuel Macron cesse cet exercice solitaire du pouvoir, qu'il sorte de sa tour d'ivoire, qu'il consulte et qu'il écoute.

Il faut ainsi tendre l'oreille à l'intelligence collective des élus locaux, les soutenir et les accompagner dans leurs initiatives, eux qui connaissent les réalités du terrain et les spécificités de leur territoire et des populations qui y vivent. Ils incarnent, avec les personnels soignants et les bénévoles, les vrais acteurs de la vaccination au quotidien. D'ailleurs, les centres de vaccination ouverts grâce à la pugnacité et l'acharnement des maires, avec le soutien actif de l'Association des Maires de France présidée par François Baroin, dont le gouvernement a freiné le déploiement en dépit de nos demandes réitérées, sont la clé du succès d'une stratégie vaccinale qui, pour rencontrer son public, doit être décentralisée.

LE TOUR DE L'ACTU LR

LES JEUNES RÉPUBLICAINS



Guilhem Carayon, nouveau président des Jeunes Républicains

Un immense merci à tous les Jeunes Républicains !

« Vous avez été plus de 73% à participer à l'élection de renouvellement du Bureau National de notre mouvement jeune. Cette mobilisation exceptionnelle est le signe du renouveau de la jeunesse de droite. Une jeunesse qui ne se reconnaît ni en Emmanuel Macron, ni en Marine Le Pen.

Une jeunesse qui croit au travail, à la reconnaissance du mérite, à la restauration de la cohésion nationale, au rétablissement de l'autorité de l'Etat qui va de pair avec le respect des libertés individuelles. Cette jeunesse, nous avons le devoir de la convaincre.

Parce-que la reconquête du pouvoir l'année prochaine passera par la jeunesse, les Jeunes Républicains doivent en être le fer de lance !

Notre tâche est immense. Nous devons être tous rassemblés pour défendre nos valeurs.

Seule l'unité de notre famille politique nous permettra de redonner espoir à une jeunesse qui a trop souvent été déçue par la politique telle qu'elle se fait dans les partis.

Soyons les acteurs de ce changement, défendons nos valeurs dans tous les territoires et ensemble, refaisons des Jeunes Républicains le premier mouvement politique de jeunes en France ! »

FÉDÉRATIONS PROFESSIONNELLES

Les échéances de 2022 approchant, nous souhaitons consolider notre projet en étant le plus proche possible du terrain. C'est l'objectif des fédérations professionnelles. Elles ont pour ambition d'être présentes dans tous les secteurs de la vie économique. Elles témoignent de notre volonté d'aller à la rencontre de tous les acteurs du monde du travail. Les adhérents pourront échanger sur les thèmes liés à leur domaine de compétences, faire des propositions concrètes et enrichir la réflexion générale des Républicains sur tous les enjeux qui concernent leur secteur d'activité.



Alexandre Vincendet, secrétaire général adjoint en charge des fédérations professionnelles, maire de Rilleux-la-Pape : « Ces fédérations professionnelles doivent couvrir le spectre le plus large possible. C'est une façon d'ouvrir les portes et les fenêtres du mouvement, de confronter les points de vue, d'identifier les points d'alerte et d'enrichir le programme du candidat que nous aurons choisi pour 2022 ! »

BIENVENUE AUX NOUVEAUX ADHÉRENTS LR !

Saviez-vous qu'en avril 2021, notre famille politique comptait quatre fois plus d'adhérents qu'en mars 2020 ? Et nous sommes très heureux de voir que, depuis le début de l'année, près de 20 000 nouveaux adhérents ont rejoint Les Républicains pour la première fois ! Ainsi, Christian Jacob les a accueillis lors d'une visioconférence riche en questions. Pendant plus d'une heure, les nouveaux militants ont pu interroger le Président sur tous les sujets !



ÉLECTIONS INTERNES

Les élections internes sont un moment fort de la vie de notre Mouvement. Les 12 et 14 avril 2021, vous avez voté pour le renouvellement de vos instances locales. A cette occasion, ont été élus les Présidents de Fédération, les Délégués de circonscription, les Délégués des Fédérations au Conseil National, les membres élus des Comités de circonscription et les représentants des nouveaux adhérents. Ce grand moment de démocratie interne témoigne de la vivacité de notre Mouvement : vous avez été plus de 60% à participer aux plus des 1900 scrutins que nous organisons. Merci à tous ! Vous pouvez consulter les résultats de votre Fédération sur notre site internet.

ILS L'ONT DIT



Rachida Dati, maire du 7ème arrondissement de Paris, au Figaro : « Les Républicains qui sont la force politique en laquelle les Français ont le plus confiance au niveau local déjoueront ce que les commentateurs et la majorité actuelle essayent cyniquement d'installer. »



Bruno Retailleau, président du groupe LR au Sénat, sur France 2 : « Le en même temps est un double langage qui désespère les Français qui ont besoin de clarté. Ce que veut Emmanuel Macron, c'est Madame Le Pen. »



François-Xavier Bellamy, député européen, au Talk-Le Figaro : « Notre famille politique a la responsabilité historique de proposer une alternance. Grâce à Christian Jacob, elle mène un travail de fond pour réussir à renouveler notre discours et proposer des idées nouvelles. »



Guillaume Peltier, vice-président LR, au Figaro : « Nous devons préparer une rupture radicale avec le macronisme et réparer la France avec nos valeurs fondées sur le travail, l'autorité, la liberté, l'amour de la France... »



Michel Barnier, ancien Ministre, dans Le Dauphiné : « La droite républicaine a un devoir : être une force d'équilibre dont le pays a besoin, préparer un projet alternatif et fédérateur. Pour cela elle doit se rassembler et jouer collectif. »



Michèle Tabarot, députée des Alpes-Maritimes, dans Valeurs Actuelles : « Si nous-mêmes avons honte de la France, alors comment pourrions-nous transmettre l'amour de notre patrie à ceux qui la rejoignent ? Monsieur le Président, ne soyez pas le fossoyeur de l'Histoire de France. »



Aurélien Pradié, secrétaire général LR, dans les Echos : « Emmanuel Macron fait partie de ces responsables politiques qui remplacent l'action par une forme de baratin, avec une capacité insupportable à toujours renvoyer la faute. »



Philippe Juvin, maire de La Garenne-Colombes, sur LCI : « Ça fait maintenant un an. En un an, le gouvernement aurait pu prendre des tas d'initiatives pour augmenter le nombre de lits de réanimation : faire venir des gens, les former... En temps de crise, il faut être agile. »



NOS ÉLUS DIALOGUENT AVEC VOUS !



A défaut de pouvoir vous rencontrer et échanger avec vous lors de réunions militantes sur le terrain, nos élus multiplient les "Facebook live" afin de répondre à un maximum des questions que vous leur adressez. Merci à tous d'être si nombreux à chacune de ces discussions en direct !



Damien Abad, président du groupe LR à l'Assemblée nationale :

« 70% des Français ne veulent ni d'Emmanuel Macron ni de Marine Le Pen. Aux côtés de Christian Jacob, nous devons défendre nos couleurs, notre drapeau et nos convictions. »



Agnès Evren, députée européenne, vice-présidente LR :

« Cette droite républicaine que nous incarnons doit reprendre son rang. Les Français sont en demande d'un grand changement : nous devons gagner l'élection présidentielle ! »



Sophie Gaugain, 1ère vice-présidente de la région Normandie, secrétaire générale adjointe LR :

« Quand on veut lutter contre le réchauffement climatique, on ne tourne pas le dos à une énergie propre et décarbonée comme le nucléaire ! »



Frédéric Péchenard, vice-président de la région Île-de-France chargé de la sécurité, vice-président LR :

« La délinquance des mineurs pose de vrais problèmes car quand les mineurs sont interpellés, ils sont souvent remis en liberté. Le sentiment d'impunité est alors renforcé. »



Nadine Morano, députée européenne :

« Il est inacceptable que dans notre pays, les forces de sécurité ne soient plus respectées, cela se traduit par un refus d'obtempérer toutes les 30 minutes en France. Il faut que ceux qui se rendent coupables d'un refus d'obtempérer soient véritablement sanctionnés. »

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES !

A l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, **Annie Genevard**, présidente du Conseil national, députée du Doubs, **Valérie Bazin-Malgras**, vice-présidente des Républicains, députée de l'Aube, **Alexandra Borchio-Fontimp**, secrétaire générale adjointe des Républicains, sénatrice des Alpes-Maritimes et **Elsa Schalck**, sénatrice du Bas-Rhin, se sont à leur tour prêtées au jeu des questions-réponses !

Quels furent leur parcours scolaire ? D'où est né leur intérêt pour la politique ? Que pensent-elles de l'écriture inclusive ou encore des quotas... ?

Notre secrétaire général, **Aurélien Pradié**, s'est chargé de relayer avec grand plaisir toutes vos curiosités !



PORTRAIT & CONFIDENCES DE NOS ÉLUS

Tous les vendredis, depuis le début d'année, nous vous proposons de découvrir nos élus sous un autre jour au travers d'une vidéo portrait ou d'une vidéo plus "décalée" dite FOCUS. Saviez-vous que **Guillaume Peltier** était un grand passionné de pêche et de football ?

Qu' **Alexandra Borchio-Fontimp** aurait aimé être sapeur-pompier si elle n'avait pas fait de politique ? Que c'est François Baroin qui a encouragé **Valérie Bazin-Malgras** à s'engager en politique ? **Aurélien Pradié**, **Virginie Duby-Muller**, **Raphaël Schellenberger**... et beaucoup d'autres élus ont accepté de laisser la politique de côté un instant pour mieux se dévoiler !



Guillaume Peltier



Virginie Duby-Muller



Aurélien Pradié

LES FÉDÉRATIONS

Pas facile d'être militant en période de crise sanitaire ! Et pourtant, les militants LR des fédérations de France et d'Outre-Mer n'abandonnent pas le terrain, loin de là ! Un masque, du gel hydroalcoolique et quelques tracts à la main, voilà nos militants en route pour porter fièrement les valeurs, les idées et les propositions de notre famille politique auprès des Français ! Un grand merci à chacun d'entre vous pour votre fidèle et précieux engagement !



Fédération du Lot (46).



Fédération des Alpes-Maritimes (06).



Fédération de l'Oise (60).



Fédération de la Marne (51).

BÂTISSONS LA FRANCE DE DEMAIN !

BULLETIN DE RENOUVELLEMENT D'ADHÉSION

☐ MADAME ☐ MONSIEUR N° D'ADHÉRENT si renouvellement :
NOM* : PRÉNOM* :
ADRESSE* :
CODE POSTAL* : [][][][][] COMMUNE* : PAYS* :
NÉ(E) LE* : [][][][][][] NATIONALITÉ* :
PORTABLE : [][][][][][][][] E-MAIL :

*Champs obligatoires

En cas d'adhésion couple, merci de nous indiquer ci-dessous les informations concernant votre conjoint(e) :

☐ MADAME ☐ MONSIEUR N° D'ADHÉRENT si renouvellement :
NOM* : PRÉNOM* :
NÉ(E) LE* : [][][][][][] NATIONALITÉ* :
PORTABLE : [][][][][][][][] E-MAIL :

Je renouvelle mon adhésion aux Républicains :

ADHÉSION SIMPLE
ADHÉSION COUPLE

☐ **30€** soit 10,20€*
☐ **40€** soit 13,60€*
*Après réduction d'impôts

ADHÉSION
TARIF RÉDUIT

☐ **15€** soit 5,10€*
*Après réduction d'impôts

-30ans, demandeurs d'emploi, étudiants.

Je fais un don supplémentaire aux Républicains :

☐€ ☐ **120€** 40,80€* ☐ **60€** 20,40€* ☐ **90€** 30,60€* ☐ **30€** 10,20€*
*Après réduction d'impôts

Votre réduction d'impôt

Votre adhésion/votre don est plafonné à 7 500€ par personne physique et par an et vous donne droit à une réduction annuelle d'impôt sur le revenu pour 66% de son montant, dans la double limite de 20% du revenu imposable et de 15 000€ de dons par foyer fiscal. Pour cette année, un reçu à joindre votre déclaration de revenus vous sera adressé en avril 2021 à votre adresse fiscale (qui doit être celle mentionnée sur ce document).

MERCI DE RENVoyer CE DOCUMENT ACCOMPAGNÉ DE VOTRE CHÈQUE LIBELLÉ À L'ORDRE DE L'ANFR DANS UNE ENVELOPPE AFFRANCHIE À :

Service des adhérents - CS 51582 - 238, rue de Vaugirard - 75724 Paris Cedex 15

J'accepte de recevoir des communications à caractère politique des Républicains (consultations thématiques, débats, réunions publiques, animations locales, élections internes, newsletter, etc.) par : ☐ e-mail ☐ téléphone ☐ courrier

☐ En cochant cette case, je certifie sur l'honneur que mon règlement provient de mon compte bancaire personnel et non d'un compte d'une personne morale et, conformément à l'article 11-4 de la loi n°88-227 du 11 mars 1988, que je suis de nationalité française ou résidant en France.

☐ J'ai lu et j'accepte les mentions d'information relatives au plafond légal et au recueil des données personnelles sur la page «Mentions légales».

Date :
Signature :

PLAFOND LÉGAL :
Dans le cadre de la loi n°88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence de la vie publique, la somme annuelle des cotisations et dons versés par une personne physique à une ou plusieurs associations agréées en qualité d'association de financement, ou à un ou plusieurs mandataires financiers d'un ou de plusieurs partis politiques, est plafonnée à 7 500€ (15 000€ par foyer fiscal). Cela signifie que l'ensemble des dons et cotisations que vous versez sur l'année aux différents partis politiques que vous souhaitez soutenir ne peut excéder 7 500€ (15 000€ par foyer fiscal).
Aussi, conformément à l'article 11-4 de cette loi, une personne physique peut verser un don à un parti ou groupement politique si elle est de nationalité française ou si elle réside en France.
Les personnes morales à l'exception des partis ou groupements politiques ne peuvent contribuer au financement des partis ou groupements politiques, ni en consentant des dons, sous quelque forme que ce soit, à leurs associations de financement ou à leurs mandataires financiers, ni en leur fournissant des biens, services ou autres avantages directs ou indirects à des personnes physiques ou morales qui, en leur qualité de sous-traitants, n'agissent que sur notre instruction et seront soumis à une stricte obligation de confidentialité. Elles ne seront transférées que dans des pays présentant une protection adéquate au regard des garanties imposées par la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978. Vos données seront conservées pour une durée maximale de 56 mois.
POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES :
Les informations que vous nous communiquez sont exclusivement réservées à l'usage des Républicains et de l'ANFR (Association Nationale de Financement des Républicains agréée le 06/05/2002 - n° 802). Vous consentez à ce qu'elles soient utilisées pour des opérations de communications politiques, pour la gestion de vos adhésions/dons et de nos relations. Vos données ne pourront être communiquées qu'à des cocontractants qui, en leur qualité de sous-traitants, n'agissent que sur notre instruction et seront soumis à une stricte obligation de confidentialité. Elles ne seront transférées que dans des pays présentant une protection adéquate au regard des garanties imposées par la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978. Vos données seront conservées pour une durée maximale de 56 mois.
En application des articles 38 et suivants de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression, d'opposition, de limitation et de portabilité des informations vous concernant.
Pour exercer vos droits, vous pouvez adresser un courriel à fichiers@republicains.fr ou un courrier à Les Républicains/Relations extérieures - 238, rue de Vaugirard - 75015, Paris - France. Votre demande doit être accompagnée de la photocopie d'un titre d'identité comportant votre signature.
Vous avez également la possibilité de contacter notre Délégué à la Protection des Données (DPO) en lui écrivant à dpo@republicains.fr ou à Délégué à la Protection des Données - 238 rue de Vaugirard - 75015 Paris France.
Si vous considérez que le traitement de données à caractère personnel vous concernant constitue une violation du règlement n° 2016/679, dit Règlement Général sur la Protection des Données, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL.